

La crise du logement revient sur le tapis

A Marseille où les prix sont au plus haut, le maire détaillera demain sa politique du logement : en bâtir 5 000 par an. Les associatifs réclament plus de social

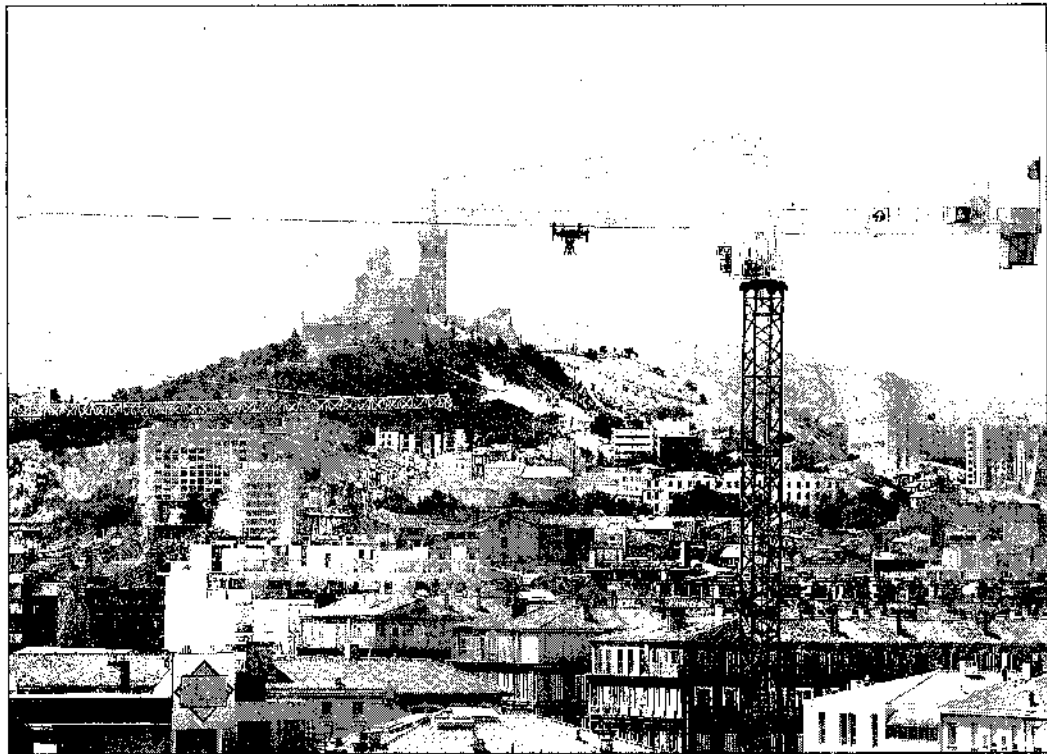
Un peu plus d'un an après la grand-messe sur l'habitat à l'Alcazar, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) remet le couvert demain au théâtre de la Criée. Cette fois, la journée se conclura sur la présentation officielle du nouveau Programme local de l'habitat (PLH) qui devrait être voté en conseil communautaire lundi prochain.

"Notre objectif est de favoriser l'accès à la propriété pour des primo-accédants et notamment les jeunes" explique Danielle Servant, présidente de la commission Habitat et politique de MPM. Ses équipes tra-

"Notre objectif est de favoriser l'accès à la propriété pour les primo-accédants et notamment les jeunes." Danielle Servant, élue à MPM

vailent depuis près de trois ans à ce programme, dont un projet circule depuis plus d'un an, programme entériné, avec quelques modifications, en préfecture le 8 juin dernier.

Si, au départ, MPM voulait ouvrir ce débat au grand public, finalement il se tiendra en présence uniquement d'invités (600 à 800), dont des associations qui habituellement mènent la vie dure à Jean-Claude Gaudin, à l'image d'Un centre-ville pour tous (voir ci-dessous). La journée démarrera avec les résultats de l'enquête sur les attentes en matière d'habitat, un peu moins d'un millier de réponses,



De nombreux experts sont invités demain à la Criée pour une convention sur l'habitat et le logement. L'épilogue sera conté par Jean-Claude Gaudin qui exposera en détail sa politique. Photo Serge MERCIÉF

lancée sur internet depuis un mois, avec un questionnaire jugé "faible" par de nombreux observateurs.

Ensuite Danielle Servant exposera les ambitions du PLH avant que d'autres élus, Patrick Boré, maire de La Ciotat, Georges Rosso celui du Rove et Jean-Pierre Teisseire de Cassis, expliquent la "volonté commune d'agir". Enfin Jean-Claude Gondard, secrétaire général de la Ville, exposera les outils et les actions mises en place par Marseille. "L'enjeu est la construction de 5 000 logements neufs dont 1 000 so-

ciaux nécessaires sur une année et 200 de plus pour effectuer un rattrapage" explique Danielle Servant. "Nous sommes à 18,6 % de logements sociaux et nous devons atteindre les 20 % exigés par la loi SRU." L'élue mise surtout sur la réhabilitation du logement indigne en centre-ville "pour transformer des logements sociaux de

fait en des logements dignes dont les occupants pourraient obtenir des aides." D'après nos informations, la mise en place d'un système imposant notamment quelques prix maîtrisés aux promoteurs, sans favoriser la spéculation, devrait être présentée dans le détail lors du Conseil municipal d'octobre.

Florent PROVANSAL



Les Bon

Des sociaux !

► Pour l'association "Un centre ville pour tous", créée en 2000, et qui a été invitée demain à la Criée, *"les pouvoirs publics ont commencé à nous entendre, ce qui ne veut pas forcément dire qu'ils nous ont compris"* explique son président, Daniel Carrière. *Le programme de la journée ne répond pas aux préoccupations de la crise du logement."*

L'association, qui tenait une conférence de presse hier, a donc préparé des propositions distribuées, à l'ensemble des élus, et interviendra demain *"si on nous donne la parole et que cela vaille le coup."* Selon Daniel Carrière, *"seuls 21 % des habitants de MPM ont des revenus supérieurs à 2 500€/mois par foyer fiscal, leur permettant d'accéder aux logements en accession libre ou à prix maîtrisés. Or, ces catégories de logements représentent aujourd'hui 90 % de la production du neuf à Marseille"*. L'association ajoute qu'il y a 60 000 logements sociaux de fait et 68 000 HLM, soit 30 % des logements habités par des personnes disposant de faibles ressources. *"Le seuil de 20 % de logements sociaux ne suffit pas à Marseille et ce n'est qu'un minimum institué par la loi."* Selon M. Carrière, dans les arrondissements du centre-ville, *"l'objectif de la Ville de Marseille devrait être de 35 % des résidences principales en logements sociaux"*, soit *"1 250 logements par an dans les 7 arrondissements concernés"*.

Des propos repris en partie par l'opposition lors du dernier conseil municipal, Annick Boët, présidente du groupe communiste, s'exclamant : *"Il faut 20 % de logements sociaux dans chaque arrondissement de Marseille."* Y compris donc dans les quartiers plus bourgeois.

F.P.